Démonstration de force du parti au pouvoir à l'approche des élections au Burundi

PANA, 14 septembre 2014 Bujumbura, Burundi - Le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie/Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir) a organisÃ© samedi Ã travers tout le pays, des festivitÃ©s en grande pompe qui commÃ©moraient le quatriÃ¨me anniversaire de sa seconde victoire aux Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010 e Ã la veille de celles de 2015. Le CNDD-FDD avait planÃ© littÃ©ralement sur les municipales, les parlementaires, la prÃ©sidentielle, ainsi que le reste des scrutins Ã la base, lors des premiÃ¨res Ã©lections gÃ©nÃ©rales au suffrage universel de sortie de guerre civile face Ã 24 autres partis politiques de lâ€™opposition. Ã

Le parti avait dÃ©jÃ obtenu une victoire facile qui lâ€™a conduit aux affaires en 2005, Ã peine sorti du maquis en tant quâ€™ancienne principale rÃ©bellion armÃ©e. Le Burundi se prÃ©pare Ã de nouvelles Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2015 et l FDD a profitÃ© de cet anniversaire pour galvaniser les militants et les foules de sympathisants dans les 129 communes du pays acquises Ã sa cause. La bonne santÃ© du parti au pouvoir contraste fort, par contre, avec la torpeur dans laquelle se trouve lâ€™opposition depuis sa dÃ©faite aux Ã©lections de 2010, sur fond de grogne contre des entraves attribuÃ©es Ã lâ€™administration Ã la base majoritairement dominÃ©e par le CNDD-FDD, quand il sâ€™agit dâ€™organiser publiques. Lâ€™opposition est encore minÃ©e par des divisions internes quâ€™elle attribue, lÃ aussi, au pouvoir du CNDD-F malgrÃ© des dÃ©mentis maintes fois rÃ©pÃ©tÃ©s par le parti prÃ©sidentiel qui irrite encore en faisant durer habilement un "fa suspense sur les intentions rÃ©elles du prÃ©sident sortant, Pierre Nkurunziza, de briguer un "troisiÃ¨me mandat", pour les adversaires politiques, et un "second mandat" pour les siens. Le prÃ©sident Nkurunziza avait Ã©tÃ© Ã©lu une fois au suffrage universel indirect par le parlement lors des premiÃ¨res Ã©lections post-conflit de 2005. Ce nâ€™est quâ€™en 2010 que lâ€™ prÃ©sident burundais avait Ã©tÃ© plÃ©biscitÃ© par la population, en tant que candidat unique au suffrage universel direct. Lâ€™opposition de l'Ã©poque ayant optÃ© pour le boycott de la prÃ©sidentielle pour protester contre la mauvaise organisation des scrutins. En 2015, le camp prÃ©sidentiel considÃ¨re dÃ©jÃ , en privÃ© comme en public, que le chef de lâ€™Etat rempile pour un second et non un troisiÃ¨me mandat au suffrage universel direct, tandis que lâ€™opposition refuse quâ€™on mette dan les pertes et profits, le premier mandat de 2005 Ã 2010. Lâ€™arbitrage par la Cour constitutionnelle et la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CENI) a Ã©tÃ© dÃ©jÃ Ã©voquÃ© publiquement par les dirigeants du CNDD-FDD, au c les calculs politiciens des uns et des autres ne concorderaient pas au bout du compte, ce qui augure d'un climat Ã©lectoral encore plus "malsain" et "tendu", de l'avis des observateurs politiques Ã Bujumbura.